

<http://divergences.be/spip.php?article1764>



Bert

USA « Nous sommes des dinosaures »

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2010 - N° 20 Mai 2010 - Français - INTERNATIONAL -

Date de mise en ligne : samedi 15 mai 2010

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

C'est une version états-unienne de « Je vous écris de l'usine ».

Ici l'usine c'est un camion ! Bert est chauffeur livreur. Il parcourt, jour après jour, les artères défoncées du grand New York.

Entre chaque livraison, il écoute la radio, commente par téléphone

l'actualité avec ses potes. Et puis, au moment de la pause, entre deux bouchées de sandwich végétarien, il sort le livre qu'il a toujours sur lui. Parfois, il se gare sur le côté de la route et écrit à ses amis de l'autre

côté de l'Atlantique. Esprit libre et anti-système, attentif aux craquements du système, il nous livre ici, brut de décoffrage, sa réflexion sur l'état délabré du « monde du travail » qu'on a cru « intégré », installé à jamais et qui se découvre aujourd'hui, avec désarroi, au bord du gouffre de la précarité.

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L270xH400/IWW_benefit_show_flier-ce5a0.jpg

La Commune et Mai 68 font partie de la tradition des ouvriers français. Pour nous autres, la tradition c'est le Ku Klux Klan, le génocide des Indiens, l'esclavage, les lynchages, la ségrégation — tout ce à quoi les ouvriers blancs états-uniens participèrent. Les IWW [1], de courte vie, constitueraient une exception à cette tradition, et le CIO [2], qui eut du mal à unir travailleurs blancs et noirs pour former des syndicats, périclita quand il ne réussit pas — ou ne voulut pas — syndiquer le Sud.

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L274xH223/iww-070fb.jpg>

Cela explique en partie le vote massif en faveur d'Obama. Tout comme la républicaine Sarah Palin, Obama laisserait à Wall Street le contrôle de l'économie et à la CIA et au Pentagone celui de l'empire. Mais Palin représente une droite chrétienne dangereuse s'appuyant sur une tradition de haine chez les ouvriers blancs, que cette haine se focalise aujourd'hui sur les Noirs, les gays ou les femmes (l'avortement). Ce n'est pas pour défendre Obama, mais le vote lui-même est significatif pour de très nombreux électeurs. Bien sûr, beaucoup d'entre eux se font des illusions quant aux promesses d'Obama — et choisissent de ne pas renouer avec cette tradition.

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L340xH276/Afl-cio-6694e.jpg>

Ces commentaires concernant la tradition des ouvriers français — en quelque sorte la mémoire collective qui sous-tend la recherche d'un chemin pour aller de l'avant — clarifient certaines différences entre la situation en France et aux États-Unis. Cette mémoire collective

n'appartient pas à l'histoire mais persiste, juste en dessous de la surface. Les ouvriers blancs la défendent, en admirent secrètement certains aspects, aimeraient qu'elle revienne, ou du moins la laissent là où elle est, intacte. Pour notre part, nous ne sommes pas comme les Allemands, qui sont supposés avoir réglé leurs comptes avec leur génocide. Nous ne reconnaissons pas que nous vivons sur les terres indiennes, et, plus cette reconnaissance s'impose à nous, dans l'Ouest

(les Dakotas, le Montana, etc.), plus nous haïssons l'Indien.

Nous refusons d'admettre que le chômage est toujours — que la situation soit bonne ou mauvaise — deux fois plus important chez les Noirs que

chez les Blancs ou que les Blancs continuent de jouir de privilèges issus d'un passé esclavagiste. Une famille blanche est plus de deux fois plus riche qu'une famille noire.

Je me souviens d'un collègue blanc, alors que je débutais dans un nouvel emploi et travaillais très dur pour compenser mon manque d'expérience

et d'ancienneté, qui me prit à part, pour me dire : « Pourquoi travailles-tu tant ? Tu n'es pas noir ! » J'avais vraiment besoin de ce boulot et mis longtemps avant de comprendre ce qu'il voulait dire. Ce que cet ouvrier blanc me disait participe de propos secrets entre Blancs. Face à leurs collègues noirs, ils parlent différemment et nous nous entendons tous fort bien ensemble.

Les ouvriers blancs craignent avant tout qu'Obama « donne quelque chose » « aux Noirs » à€” ou aux Indiens (ou aux Mexicains ?). Ils le craignent plus qu'ils ne craignent la multinationale d'assurances AIG, la General Motors ou encore la banque d'investissement spéculatif Goldman Sachs [3]. S'y ajoute une peur secrète induite par la culpabilité à€” le jour arrivera-t-il où les ouvriers blancs seront traités de la même manière que les Noirs ? Où les Noirs et les Indiens et les Mexicains seront majoritaires et renverseront les rôles, traitant les Blancs comme ceux-ci les ont traités ? Cette crainte que « les Noirs » reçoivent quelque chose a paralysé la politique dite "progressive" tout au long de notre histoire. Voilà pourquoi nous n'avons pas d'assurance santé [4], *et n'en aurons jamais*.

Ce qui est incroyable, c'est que pour une fois les ouvriers blancs, motivés par un supposé intérêt (économique) de classe, ont voté, sur ordre de leurs syndicats, pour le gus noir. Puisqu'Obama les trahit, le risque sera qu'ils reviennent en force vers leur tradition. L'opposition à Obama vient d'une droite « populiste » connue sous le nom de *Tea Baggers* [5] (au fait, depuis les élections, les ventes d'armes et de munitions battent tous les records. Seulement aux USA !) Le Parti républicain se compose d'« hommes blancs en colère » [6], effrayés à l'idée de perdre leurs privilèges, dont la base se trouve dans le Sud de l'esclavage et de la ségrégation à€” voilà leur tradition.

Je suis d'accord sur le fait que la crise capitaliste n'est pas le signal de son effondrement mais la forme que prend sa régulation. Rétrospectivement, la première crise pétrolière (1973) et le coût à payer de la guerre du Viet-nam aboutirent aux premiers contrats par lesquels les syndicats accordèrent des « concessions » (give-back) à Chrysler et au New York City Transit (métro et bus). Cette nouvelle étape s'accéléra lorsque Reagan limogea les contrôleurs aériens et cassa leur syndicat, la PATCO (1980).

Cette même logique nous atteint aujourd'hui à travers une nouvelle crise. Maintenant il n'y aura plus de pensions de retraite à€” c'est l'objectif de la nouvelle crise/régulation.

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L324xH321/Manif_states-33de0.jpg

A Yellow Roadway Corporation (YRC, née de la fusion de Roadway et Yellow, la multinationale de camionnage pour laquelle je travaille, qui emploie quelque 40 000 syndiqués ainsi que de nombreux non-syndiqués), le syndicat des Teamsters [7] a concédé une réduction salariale de 15 % pour « sauver nos emplois ». C'est ce vieux contrat de « concessions », datant des années 1975-1980. Rien de particulièrement nouveau. Et nous autres ouvriers, nous savons que les entreprises qui ont obtenu des réductions salariales des syndicats ont toutes, sans exception, fermé leurs portes de toute façon à€” mais en revanche avec davantage de nos sous dans leurs poches. Comme nous le disons tous, lorsqu'ils te demandent de sortir ton dollar de ta poche pour se maintenir en activité, c'en est fini ! Les concessions ne marchent pas. Ne le fais pas. Laisse-les mettre la clé sous la porte. Ici aux États-Unis, l'occupation d'entreprises ne nous vient pas à l'idée ; le cas récent de Republic Windows and Doors à Chicago, où le syndicat communiste UE, aujourd'hui minuscule, a joué un rôle, fut une exception.

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH267/IMG_0224-2d068.jpg

Autrefois, quand une entreprise de camionnage fermait ses portes, nous trouvions un emploi dans une autre entreprise, dans le même syndicat, aux mêmes conditions et avec la même retraite syndicale. Celle-là est ma troisième entreprise de camionnage où le syndicat est présent et gère les fonds sociaux, des copains de boulot en ont vu fermer 3 ou 4. Mais aujourd'hui des entreprises fusionnent, mettant leurs concurrentes en faillite. YRC reste le dernier transporteur de fret syndiqué, à part ABF, société plus petite qui n'embauche pas.

Notre section syndicale détient le fonds de retraite (et l'assurance maladie). C'était avantageux à l'époque où 35

entreprises y cotisaient ensemble. Tu pouvais ainsi changer de boîte et ta retraite te suivait. Lorsque tu avais cumulé 25 ans en tout à quel que soit le nombre d'entreprises qui t'avaient employé, tu prenais ta retraite à n'importe quel âge, et avec une assurance maladie pour toi et pour ta famille. Les types prenaient leur retraite à 45 ou 50 ans, et partaient faire autre chose. C'était l'époque du « bon job syndiqué ». Le salaire n'avait jamais été considéré si génial que ça. Les gars ne prenaient le boulot que pour la pension de retraite.

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH225/usemexxx-384c2.jpg>

Quelque part, nous savions il y a 20 ans que la fin était proche nous avons l'habitude de dire : nous sommes des dinosaures, en voyant les transporteurs de fret syndiqués fermer les uns après les autres. Tout en sachant que ce jour viendrait, nous le considérons comme inévitable et restions passifs, comme s'il n'y avait aucun moyen de l'empêcher.

Donc l'entreprise réclame, un pistolet pointé sur nos tempes, non seulement 15 % de nos salaires, mais la fin du versement des retraites. C'est une concession qu'aucune entreprise n'avait jamais demandée auparavant et le syndicat la leur a accordée ! YRC verse actuellement 80 % des fonds de retraite à notre section syndicale. Si YRC ferme, le problème n'est pas seulement que nous perdrons notre emploi. Le fonds de retraite sera à sec et nous, comme l'ensemble des membres de notre section qui touchent actuellement une pension, nous perdrons la retraite.

Dans un cas comme dans l'autre, le syndicat était bien sûr foutu. On pourrait arguer que le choix n'existait pas.

Quelque 40 % a voté

contre à un terminal de New Penn une écrasante majorité a voté

contre : on leur a dit que la boîte fermerait et les a obligés alors à revoter. Le grand terminal de dégroupage de Chicago a voté contre, comme un autre au Canada en Colombie britannique : ils ont été fermés et le transport de fret a continué en les contournant. J'ai voté contre les concessions, comme d'autres, par principe, sachant que c'était un transfert flagrant et culotté de richesse des ouvriers aux patrons et aux banques afin de financer leurs parachutes dorés.

Le patron de YRC, William Zollars, dont les décisions commerciales stupides pendant des années avaient conduit l'entreprise au bord de la faillite, ne peut pas être licencié parce qu'il a un « parachute doré » valant 14 millions de dollars on doit lui verser 14 millions de dollars

pour qu'il s'en aille ! Ce serait drôle si ça ne nuisait pas à tant de monde. Si Zollars reçoit 14 millions de dollars, il y en a forcément d'autres qui recevront leurs 11 ou 9 ou 7 millions, non ? Et ils doivent s'assurer que ce sera financé, avant de fermer boutique, avec l'argent de nos retraites, ce qui représente environ 780 millions de dollars pour une année, si je me souviens bien. Or le syndicat se trouva confronté au choix soit d'accepter ce transfert de richesse, ce vol manifeste, soit de perdre les pensions de retraite, même celles de ceux qui sont retraités depuis des années.

Ainsi nous sommes censés travailler aujourd'hui pour 600 dollars par semaine net d'impôts, et SANS RETRAITE !

De plus, les prestations maladie diminuent tous les quelques mois, au fur et à mesure que le syndicat manque de fonds et doit rechercher des contrats d'assurance toujours moins chers. Lorsqu'il n'y a pas beaucoup de travail (et notamment très peu dans la conjoncture actuelle), si tu perds plus d'une journée de travail par semaine, tu perds ton assurance maladie pour toi-même et pour ta famille pendant 3 mois, jusqu'à ce que tu aies assez d'heures pour y avoir droit de nouveau ! Nous n'avons nulle part où aller pour conserver la retraite et les prestations maladie qui vont avec le poste.

En gros, on nous dit de la fermer tu as de la chance d'avoir du travail, un boulot sans pension de retraite, sans assurance maladie, et sans suffisamment d'argent pour payer un loyer normal à New York. Effectivement, il arrive que des ouvriers disent : « Eh bien, nous avons de la chance d'avoir un boulot par les temps qui courent. » Et le syndicat (Hoffa, le patron de « l'International » à Washington) dit : « Nous sommes sensibles aux sacrifices que vous avez faits, nous voulons que vous sachiez combien nous travaillons dur avec les banques et les créanciers pour

sauvegarder de bons emplois. » La bonne blague, car les emplois qu'ils ont « sauvagardés » ne sont plus de bons emplois. Les bons emplois syndiqués, mon œil !

Comme je le disais, avant, les gars prenaient ce boulot uniquement pour la pension de retraite. Nous avons déjà perdu les prestations maladie pour ceux qui prenaient leur retraite par anticipation. J'ai des amis qui pouvaient justifier de 25 ans et 30 ans de cotisations pour prendre leur retraite mais qui continuent de travailler uniquement pour les prestations maladie, parce que leurs familles en ont besoin. Maintenant, nous ne gagnons plus de points de retraite. Lorsque nous prendrons notre retraite, les années que nous avons accumulées précédemment seront toujours là (comme moi, par exemple, quand j'aurai 65 ans, je devrais avoir 11 ans de cotisations retraite) â€” théoriquement â€” mais seulement si la YRC ne ferme pas et se remet à financer la caisse, CE QUI N'ARRIVERA ÉVIDEMMENT PAS ! Ainsi, plus de retraites, ce qui arriva aux sidérurgistes dans les années 1980 et 1990.

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L375xH397/Not_banks-eeb78.jpg

Avec la récession, les fonds de retraite des États et des municipalités de par le pays cumulent des déficits énormes â€” New York, Californie, etc. De nouveau, ce sont des emplois que les ouvriers prennent pour la pension de retraite. Et comme on le sait maintenant, ces pensions diminueront.

Ainsi, d'une certaine manière, cette crise est en train de nous réguler, nous â€” plus de pensions de retraite. Bien entendu, George Bush tenta de réduire les retraites de la sécurité sociale (la pension minimale, insuffisante pour vivre, mais c'est tout ce qui nous restera) en les privatisant sous forme d'investissements boursiers. Il n'a pas pu le faire, mais ça viendra avec la prochaine crise. Je sais qu'il y a des milliardaires à *Wall Street* qui ne ferment pas l'œil de la nuit à force de penser à tout l'argent de la sécurité sociale qui pourrait aussi bien être entre leurs mains.

Je pense que les syndicats sont apparus comme réponse à un capitalisme industriel (en croissance) et se meurent depuis, disparaissent, tout comme les industries qu'ils combattirent pour « s'approprier un plus grande part du gâteau ». Ce projet réformiste dépendait d'une industrie en croissance pour obtenir davantage pour les ouvriers. J'en conclus que j'avais tort de reprocher aux dirigeants de ne pas avoir su comment se battre, de ne pas avoir été suffisamment militants. Le projet syndical tout entier était lié à une époque révolue du capitalisme états-unien. Il ne suffit pas de mettre en cause les dirigeants et de proclamer la militance, à l'heure qu'il est nous devons tout repenser. J'espère seulement qu'aux États-Unis nous n'allons pas le faire à la manière des « Tea-Baggers »...

New York, mars 2010.

[1] Syndicat industriel et révolutionnaire fondé aux États-Unis en 1905, les IWW furent actifs dans les luttes les plus dures du XXe siècle. Le seul syndicat qui admettait en son sein tous les travailleurs â€” blancs et noirs, hommes et femmes, immigrés... Refusant la négociation de conventions collectives et déclarant ouvertement son opposition à la guerre en 1916, dans un climat imprégné de chauvinisme, il subit une répression féroce, à la fois patronale et étatique, allant jusqu'aux emprisonnements massifs et assassinats. Depuis 1924, il ne compte guère qu'une poignée d'adhérents. Aujourd'hui ses militants sont toujours présents dans les luttes des ouvriers « sans papiers » ainsi que chez les jeunes précaires en révolte.

[2] Confédération syndicale fondée en 1935, suite à la crise de 1929, pour organiser les travailleurs sur des bases industrielles plutôt que corporatistes.

[3] Tous ces groupes capitalistes, on se souvient, furent en 2009 renfloués par l'État à coups de dizaines de milliards de dollars.

[4] Bert se réfère ici, bien entendu, à un système de sécurité social public fondé sur le principe de répartition, comme en Europe et au Canada. On

sait que le Congrès états-unien vient de ratifier une réforme santé rendant l'assurance maladie obligatoire pour tous d'ici 2014 (mais subventionnée pour les plus démunis), augmentant la contribution sociale des plus fortunés et améliorant la couverture maladie pour les personnes âgées. Accueillie comme un moment historique, elle devrait étendre l'assurance maladie à quelque 32 millions de personnes actuellement dépourvues de couverture par l'employeur ou par l'État (Medicaid pour les pauvres ou Medicare pour les travailleurs âgés). Fruit de mille et un compromis, y compris l'interdiction des financements fédéraux pour l'avortement, cette loi assurera une manne aux assureurs privés, qui feront à n'en pas douter payer de plus en plus cher les polices d'assurance pour des soins réduits. *Le New York Times* ne fait pas de mystère quant à l'enjeu : « Au centre des modifications de l'assurance médicale, il y a les centaines de milliards de dollars d'économies réalisées sur Medicare et Medicaid. » En effet, selon le bureau du Budget du Congrès, la réforme devrait réduire le déficit états-unien de 138 milliards de dollars sur 10 ans. Qui plus est, cette réforme arrive au moment même où, comme l'explique Bert, un nombre croissant de travailleurs nord-américains sont en passe de perdre leurs anciennes couvertures de santé, par entreprise. Dans le sens de la tendance actuelle, cette réforme ramène vers le bas la moyenne des avantages sociaux et participe de l'appauvrissement de la condition salariée

[5] Mouvement de droite radicale, les *Tea-Baggers* se mobilisent contre Obama, les impôts et le plan de relance mais aussi pour le droit aux armes à feu, entre autres. L'expression vient du « Boston Tea Party », révolte des colons contre les Anglais en 1773 dans le port de cette ville.

[6] Angry white men : stéréotype de l'homme blanc réactionnaire.

[7] Le syndicat des routiers, un des plus grands des Etats-Unis, actuellement dirigé par le fils de Jimmy Hoffa, connu pour ses collusions avec la mafia. Ce syndicat est également implanté dans d'autres secteurs que le transport routier.